



**PRÉFET
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Sous-Préfecture de Langres

PÔLE DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL ET
COLLECTIVITÉS LOCALES

ARRÊTÉ N° 52-2021-12-00163 DU 23 DEC. 2021
portant modification des statuts et prise de la compétence mobilité du Pôle
d'Équilibre Territorial et Rural du Pays de Langres

Le Préfet de la Haute-Marne,

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 5211-17 et L. 5211-20 ;

VU le décret du 20 avril 2021 portant nomination de M. Maxence DEN HEIJER, Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Marne ;

VU le décret du 6 mai 2021 portant nomination de Mme Emmanuelle JUAN-KEUNEBROEK, Sous-Préfète de Langres ;

VU l'arrêté préfectoral n° 3027 du 31 décembre 2015 portant création du Pôle d'Équilibre Territorial et Rural du Pays de Langres ;

VU l'arrêté préfectoral n°52-2021-058-00031 du 7 mai 2021 portant délégation de signature à Madame Emmanuelle JUAN-KEUNEBROEK, Sous-Préfète de Langres ;

VU l'arrêté préfectoral n°52-2021-05-00041 du 11 mai 2021 portant délégation de signature à M. Maxence DEN HEIJER, secrétaire général de la Préfecture de la Haute-Marne ;

VU l'arrêté préfectoral n° 52-2021-12-00161 du 23 décembre 2021 portant dissolution du Syndicat Mixte de Transports du Pays de Langres (SMTPL) ;

VU la délibération du conseil syndical du PETR du Pays de Langres, n° 2021_069 du 6 juillet 2021 relative à la modification de ses statuts et à la prise de la compétence mobilité ;

VU la délibération n°2021_090 du 16 novembre 2021 du PETR du Pays de Langres acceptant le transfert direct de l'actif et du passif du SMTPL au PETR du Pays de Langres

VU les délibérations des conseils communautaires des communautés de communes membres, acceptant les modifications statutaires du PETR du Pays de Langres et le transfert direct de l'actif et du passif du SMTPL au PETR du Pays de Langres ;

VU les délibérations des conseils communautaires des communautés de communes membres décidant que l'exercice de la compétence « organisation de la mobilité » sera confiée au PETR du Pays de Langres à compter du 1^{er} janvier 2022 ;

VU la délibération n°2021_02 du 10 mars 2021 du conseil syndical du SMTPL se prononçant

en faveur de l'exercice de la compétence « organisation de la mobilité » par le PETR du Pays de Langres à compter du 1^{er} janvier 2022 ;

VU la délibération du conseil syndical du PETR du Pays de Langres, n°2021_099 du 14 décembre 2021 sollicitant le report du transfert de la ZAI du Breuil à Montigny-le-Roi et de la ZA Chalindrey Grand-Est ;

VU les courriers des présidents des communautés de communes membres du PETR du Pays de Langres, sollicitant le report du transfert de la ZAI du Breuil à Montigny-le-Roi et de la ZA Chalindrey Grand-Est ;

CONSIDERANT que les conditions de majorité prévues aux articles L. 5211-17 et L. 5211-20 du Code général des collectivités territoriales sont remplies ;

SUR proposition de Madame la Sous-Préfète de Langres ;

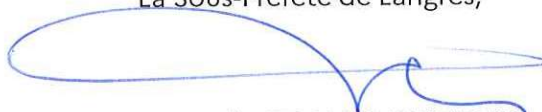
ARRÊTE :

Article 1 : À compter du 1^{er} janvier 2022, les statuts du PETR du Pays de Langres sont modifiés comme figurant en annexe.

Article 2 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Marne, Madame la Sous-Préfète de Langres, Madame la Directrice Départementale des Finances Publiques de la Haute-Marne, Monsieur le Président du PETR du Pays de Langres, Messieurs les Présidents des Communautés de Communes membres, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera transmise et qui sera publié aux recueils des actes administratifs de la Préfecture de la Haute-Marne.

Chaumont, le **23 DEC. 2021**

Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-Préfète de Langres,



Emmanuelle JUAN-KEUNEBROEK

Voies et délais de recours : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le cas échéant, le tribunal administratif peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » (www.telerecours.fr).



P.E.T.R. DU
PAYS DE LANGRES

ANNEXE

MODIFICATION STATUTAIRE N°3
STATUTS DU
POLE D'EQUILIBRE TERRITORIAL ET RURAL DU PAYS DE LANGRES

PRÉAMBULE:

Vu,

- le Syndicat mixte du Pays de Langres - Langres Développement (créé au 1^{er} janvier 2015), né de la fusion entre le Syndicat mixte d'aménagement touristique des lacs et du pays de Langres (créé en 1974) et le Syndicat mixte d'aménagement économique du pays de Langres (créé en 2001),
- l'Association du Pays de Langres (créée en 1999) et la reconnaissance de son périmètre en 2003,
- l'article 5741-1 et suivants du CGCT issu de la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (Loi MAPTAM) créant un nouveau type d'établissement public le Pôle d'équilibre territorial et rural,
- la loi NOTRe et son application, les Communautés de communes composant le PETR ont été dans l'obligation de fusionner à compter du 01 janvier 2017. Le PETR est composé, non plus de 6 Communautés de Communes mais de 3,
- l'arrêté préfectoral n°3027 du 31 décembre 2015 portant création du PETR,
- l'arrêté préfectoral n°2642 en date du 6 décembre 2016, portant fusion des Communauté du Pays de Chalindrey, Communauté de communes Vannier-Amance et Communauté de communes de la Région de Bourbonne-les-Bains au 1^{er} janvier 2017,
- l'arrêté préfectoral n°2792 en date du 27 décembre 2016 portant fusion des Communautés de communes du Grand Langres et du Bassigny au 1^{er} janvier 2017,
- la délibération N°2016-133 du Comité syndical du PETR du 12 décembre 2016, modifiant les statuts du PETR,
- la délibération N°2017-050 du Comité syndical du PETR du 25 septembre 2017, modifiant les statuts du PETR,
- l'arrêté n°52-2021-06-00197 du 29 juin 2021 portant prise de la compétence « organisation de la mobilité » par la Communauté de communes du Grand Langres et substitution à ses communes membres au sein du Syndicat Mixte des Transports du Pays de Langres ;
- l'arrêté n°52-2021-06-00198 du 29 juin 2021 portant prise de la compétence « organisation de la mobilité » par la Communauté de communes Auberive, Vingeanne, Montsaugonnais et substitution à ses communes membres au sein du Syndicat Mixte des Transports du Pays de Langres ;



- l'arrêté n°52-2021-06-00199 du 29 juin 2021 portant prise de la compétence « organisation de la mobilité » par la Communauté de communes des Savoir-Faire et substitution à ses communes membres au sein du Syndicat Mixte des Transports du Pays de Langres ;

Considérant que,

- la création d'un Pôle d'équilibre territorial et rural (PETR) est issue d'une volonté de rapprochement et de transformation de l'Association du Pays de Langres et du Syndicat Mixte du Pays de Langres - Langres Développement ;
- la création d'un Pôle d'équilibre territorial et rural (PETR) permettra de conduire des projets d'envergure mutualisés à l'échelle de ce territoire ainsi que de favoriser la cohérence des politiques de développement local entre les Communautés de communes pour en renforcer leur efficacité et concourir à leur pérennisation ;
- la structuration en PETR réaffirme la position de ce territoire rural en tant qu'acteur essentiel d'une société en mutation ;
- les Communautés de communes souhaitent que le territoire du pays de Langres ait une place affirmée dans l'espace du Grand Est et que ses objectifs soient reconnus et accompagnés par les politiques départementale, régionale, nationale et européenne ;
- la décision des Communautés de communes du Grand Langres, des Savoir-Faire et d'Auberive, Vingeanne, Montsaugéonnais à confier au PETR du Pays de Langres l'exercice de la compétence Organisation des mobilités.

Il est convenu ce qui suit.

TITRE I DÉNOMINATION ET COMPOSITION

Article 1 : Nom, régime juridique et composition

Il est constitué un Pôle d'Équilibre Territorial et Rural du Pays de Langres à la carte (dénommé ci-après PETR), soumis aux dispositions des articles L.5741-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), L. 5711-1 et suivants, L. 5212-1 et suivants, L. 5211-1 et suivants, L. 5212-16, de ce même code, et composé des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre suivants :

- Communauté de communes Auberive, Vingeanne, Montsaugéonnais ;
- Communauté de communes du Grand Langres ;
- Communauté de communes des Savoir Faire.

Le PETR ainsi constitué prend la dénomination de : PETR DU PAYS DE LANGRES.

Article 2 : Siège

En application des articles L. 5741-1, L. 5711-1, L. 5212-4, L. 5211-5 IV et L. 5211-5-1 du CGCT, le siège du PETR est fixé à l'adresse suivante : 200 rue du Caporal Albert Arty 52200 LANGRES.

Article 3 : Durée

En application des articles L. 5741-1, L. 5711-1 et L. 5212-5 du CGCT, le PETR est constitué pour une durée illimitée.

TITRE II : OBJET, MISSIONS ET COMPÉTENCES

Article 4 : Objet

Conformément à l'article L. 5741-2 du CGCT, le PETR élabore et met en œuvre, pour le compte et en partenariat avec les communautés de communes qui le composent, un projet de territoire qui définit les conditions d'un développement économique, écologique, culturel et social. A cet effet, il exerce les missions et compétences définies par les articles qui suivent.



Article 5 : Élaboration et mise en œuvre du Projet de territoire

Article 5-1 : Élaboration du Projet de territoire

En application de l'article L. 5741-2 du CGCT, le PETR élabore un projet de territoire pour le compte et en partenariat avec les EPCI qui le composent.

Les trois Communautés de communes ont affirmé leur volonté de coordonner leurs objectifs de développement et de définir en concertation des orientations de développement du territoire du pays de Langres.

Les trois Communautés de communes entendent poursuivre ensemble la dynamique territoriale existante ainsi que le déploiement de la stratégie du Projet de territoire 2014-2024 fixant les orientations suivantes (Cf. annexe 1) :

Priorité : Osons le pays de Langres : innovons pour un territoire durable et suscitons l'envie

orientation n°1 : Osons nos atouts locaux

orientation n°2 : Misons sur l'équilibre et la proximité de nos pôles de vie

orientation n°3 : Ouvrons le pays de Langres sur l'extérieur

orientation n°4 : Favorisons la coopération entre les Communautés de communes

Le projet de territoire est soumis pour avis, d'une part, à la Conférence des maires, et, d'autre part, au Conseil de développement territorial.

Le projet de territoire est approuvé, d'une part, par les organes délibérants des EPCI à fiscalité propre membres du PETR, et, d'autre part, le cas échéant, par le ou le Conseil départemental et le Conseil régional ayant été associés à son élaboration.

Dans la mesure où le projet de territoire doit être élaboré dans les 12 mois suivant la mise en place du PETR, il sera révisé, dans les mêmes conditions, dans les 12 mois suivant le renouvellement général des organes délibérants des EPCI à fiscalité propre qui en sont membres.

Article 5-2 : Contenu du Projet de territoire

Le projet de territoire définit les conditions du développement économique, écologique, culturel et social dans le périmètre du PETR.

Il précise les actions en matière de développement économique, d'aménagement de l'espace et de promotion de la transition écologique qui sont conduites, soit par les EPCI à fiscalité propre membres, soit, en leur nom et pour leur compte, par le PETR.

Le projet de territoire peut comporter des dispositions relatives à toute autre question d'intérêt territorial.

Dans tous les cas, le projet de territoire doit être compatible, d'une part, avec le ou les SCoT applicables dans le périmètre du pôle, et, d'autre part, avec les projets de parc lorsque le périmètre du PETR recouvre celui d'un parc national ou d'un parc naturel régional. Dans ce dernier cas, une convention, conclue entre le PETR et les structures porteuses des projets de parc, détermine les conditions de coordination de l'exercice de leurs compétences sur leur périmètre commun.

Article 5-3 : Mise en œuvre du Projet de territoire dans le cadre de la convention territoriale

En application de l'article L. 5741-2 II du CGCT, le Projet de territoire est mis en œuvre dans le cadre d'une convention territoriale.

La convention territoriale est conclue entre le PETR et les Communautés de communes membres, et, le cas échéant, le Conseil Départemental et le Conseil Régional associés à l'élaboration du Projet de territoire.

La convention territoriale précise les missions déléguées au PETR par les Communautés de communes membres, ainsi que par le Conseil Départemental et le Conseil Régional, pour être exercées en leur nom. Elle fixe la durée, l'étendue et les conditions financières de la délégation ainsi que les conditions dans lesquelles les services des Communautés de communes, du Département et de la Région, sont mis à la disposition du PETR.

En application de l'article L. 5741-2 du CGCT, la mise en œuvre du Projet de territoire fait l'objet d'un rapport annuel élaboré par le PETR, et adressé :

- à la Conférence des maires ;
- au Conseil de développement territorial ;



- aux Communautés de communes membres ;
- et aux Conseil départemental et Conseil régional ayant pu être associés à son élaboration.

Article 6 : Compétences

En application des articles L. 5741-1, L. 5711-1, L. 5212-1 et suivants et L. 5211-5-1 du CGCT, le PETR exerce, au lieu et place de ses EPCI FP membres, les compétences suivantes :

1. Le PETR élabore et met en œuvre le Projet de territoire pour le compte et en partenariat avec les Communautés de communes qui le composent dans le but de favoriser un développement équilibré et durable du territoire. Il communique sur le Projet et les axes de son contenu.
2. Le PETR porte et met en œuvre les différents dispositifs de contractualisation avec l'Etat, la Région, le Département et l'Union Européenne et mobilise tous financements parapublics, permettant la mise en œuvre du Projet de territoire.

Urbanisme

3. Conformément aux dispositions de l'article L. 122-4 du code de l'urbanisme, le PETR est compétent en matière d'élaboration, d'approbation, de suivi et de révision du Schéma de Cohérence territoriale (SCOT).

Tourisme

- *Définition et coordination de la mise en œuvre du schéma d'aménagement et de développement touristique (Cf. annexe 2)*

Le PETR assure la définition et coordonne la mise en œuvre du schéma d'aménagement et de développement touristique à l'échelle du périmètre des trois communautés de communes.

Dans ce cadre, le PETR peut être maître d'ouvrage ou maître d'ouvrage délégué de projets touristiques d'intérêt intercommunautaire, qui concoure au renforcement de l'attractivité touristique du pays de Langres.

- *Mise en œuvre d'actions sur les sites touristiques majeurs*

- a. Le PETR assure l'aménagement, l'équipement, l'entretien pour la mise en tourisme des sites touristiques, suivants :
 - les zones des lacs de la Liez, de Charmes, de la Mouche, de la Vingeanne, du port de Champigny Les Langres, dans le périmètre de la concession avec Voie Navigable de France,
 - la source de la Marne.
- b. Le PETR assure l'aménagement et l'équipement pour la mise en tourisme des sites touristiques, suivants :
 - les haltes nautiques du Canal Entre Champagne et Bourgogne (Rolampont, Humes-Jorquenay, Cusey), dans le périmètre de la concession avec Voie Navigable de France,
 - le site de la Juchère,
 - Le PETR assure l'aménagement et l'équipement pour la mise en tourisme des sites naturels inscrits dans le schéma : la source de la Meuse, les marais de Chézeaux, la Tufière de Rolampont, la source de l'Aube, les gorges de la Vingeanne,

Pour ces sites, l'entretien est assuré par une tierce structure, dont les modalités sont définies dans le cadre d'une convention d'objectifs.
- c. Le PETR assure la surveillance de baignade des lacs de la Liez, de Charmes, de la Vingeanne et l'étang de la Juchère.
- d. Le PETR assure la surveillance (établir l'état des lieux général du sentier pour savoir s'il est praticable aux publics), le balisage et la signalétique des chemins de randonnée dont le volume sera priorisé par les Communautés de communes, au regard d'objectifs touristiques. Il assure de plus l'élargissement des chemins des seuls tours de lacs : Charmes, Mouche, Vingeanne, Liez.

Nota Bene : Le terme « mise en tourisme » signifie organiser l'accueil du public touristique sur un site.



- **Mise en œuvre d'actions touristiques dans le cadre du plan d'interprétation du patrimoine**

Le PETR assure l'interprétation du patrimoine pour les sites inscrits dans le schéma d'aménagement et de développement touristique du PETR du Pays de Langres : Auberive, Source de l'Aube, Gorges de la Vingeanne, Montsaugéon, Canal à Heuilly-Cotton, Château du Pailly, Cohons et Jardins, Source de la Marne, Langres, Forts (Cognelot, Fort de la pointe, Peigney suivant la pertinence du projet), Tufière de Rolampont, Site archéologique de Faverolles, Montigny, Point triple de Récourt, Source de la Meuse, Villa Gallo-Romaine d'Andilly, Chapelle de Presles, Marais de Chézeaux, Fayl-Billot, Bourbonne Les Bains, Abbaye de Morimond, Choiseul.

Nota Bene : Le terme « interprétation » signifie ici un mode de médiation patrimoniale (via des mobiliers, des outils numériques et autres supports).

- **Mission de collecte de la taxe de séjour pour le compte des Communautés de communes**

Pays d'Art et d'Histoire

Le PETR porte le label Pays d'Art et d'Histoire. Il anime et met en œuvre le programme d'actions du label.

Economie

Le PETR assure le développement coordonné des zones d'activités : à cet effet, il assure les études, la viabilisation et l'aménagement des espaces publics et des voiries et réseaux divers des zones d'activités ci-après jusqu'au 31 décembre 2022 :

- le Parc d'Activités Chalindrey Grand Est pour la Communauté de communes des Savoir Faire,
- la zone d'activités industrielles du Breuil pour la Communauté de communes du Grand Langres.

A cette échéance, les zones d'activités seront transférées à la Communauté de communes concernée.

Le PETR accueille, informe, oriente et accompagne les porteurs de projets, les entreprises et assure la prospection des projets d'implantation pour le compte des communautés de communes.

Le PETR assure la mission d'assistance aux Communautés de communes pour les projets d'aménagement de zones d'activités.

Le PETR porte l'émergence de projets économiques d'intérêt intercommunautaire validés par le Comité syndical dans le cadre de sa programmation pluriannuelle.

Le PETR porte, anime, coordonne la mise en œuvre du Projet Alimentaire Territorial. Dans ce cadre, il met en œuvre les seules actions dont il est maître d'ouvrage.

Organisation des services de la mobilité

Le PETR assure l'organisation de la mobilité prévue aux articles L. 1231-1 et L. 1231-1-1 du code des transports, en ces termes : « organisation de la mobilité au sens du titre III du livre II de la première partie du code des transports, sous réserve de l'article L. 3421-2 du même code ».

Les Communautés de communes n'ont pas demandé le transfert par la Région Grand Est des services réguliers des transports publics, des services à la demande de transport public et des services des transports scolaires que la Région assure actuellement dans le ressort de son périmètre.

Le PETR est l'autorité organisatrice de la mobilité (AOM). Il organise les services de mobilité ainsi spécifiés, à l'exception des transports scolaires existants, dont le périmètre actuel subsistera au niveau de l'EPCI et évoluera selon le cadre fixé en accord avec la Région :

- coordination et information :
 - promouvoir le développement des services à la mobilité et les déplacements durables sur son territoire,
 - assurer la coordination des offres de mobilité,
- organisation des services de transport public de personnes :
 - service régulier : assurer la gestion, le suivi, le développement des services de transports urbains nécessaires à la desserte du territoire,
 - service à la demande : assurer la gestion, le suivi, le développement des services à la carte de transport à la demande,
- organisation ou contribution au développement des services alternatifs nécessaires à l'amélioration de la mobilité des habitants dans les champs suivants : mobilité active, mobilité partagée, mobilité solidaire (notamment aux abords des gares),



- organisation ou contribution au développement de service de conseil en mobilité destiné aux employeurs et aux gestionnaires d'activités générant des flux de déplacements importants,
- planification, suivi et évaluation de la politique mobilité du Pays de Langres.

Santé

Le PETR porte, anime et coordonne la mise en œuvre du Contrat Local de Santé en copilotage avec l'Agence Régionale de Santé. Dans ce cadre, il met en œuvre les seules actions dont il est maître d'ouvrage.

Dans un objectif de mutualisation, le PETR du Pays de Langres porte, anime et coordonne des programmes pour le compte des Communautés de communes membres, rattachés à un des domaines de compétences des PETR énumérés à l'article L. 5741-2 du CGCT.

L'intérêt intercommunautaire est défini ainsi :

- projet localisé sur une des Communautés de communes membres, mais qui a un rayonnement au-delà de la Communauté de communes concernée,
- et/ou projet dont le déploiement est construit et mis en œuvre à l'échelle des trois Communautés de communes,
- et/ou projet qui permet la valorisation d'une ressource locale,
- et/ou projet qui permet une mutualisation de moyens à l'échelle d'au moins deux Communautés de communes.

Article 7 : Maîtrise d'ouvrage déléguée

La maîtrise d'ouvrage déléguée est une mission complète d'assistance à la réalisation d'un projet. Dans ce cadre, le PETR du Pays de Langres agit pour le compte d'une de ses Communautés de communes. Le PETR du Pays de Langres porte le projet depuis l'étude d'opportunité, de faisabilité jusqu'à l'achèvement complet, dans le parfait respect des objectifs et des contraintes du maître de l'ouvrage.

Il lui appartient, après s'être assuré de la faisabilité et de l'opportunité de l'opération envisagée, d'en déterminer la localisation, d'en définir le programme, d'en arrêter l'enveloppe financière prévisionnelle, d'en assurer le financement, de choisir le processus selon lequel l'ouvrage sera réalisé et de conclure, avec les maîtres d'œuvre et entrepreneurs qu'il choisit, les contrats ayant pour objet les études et l'exécution des travaux.

Article 8 : Intervention du PETR dans le cadre de la réalisation de prestations de services

Le PETR peut accompagner les collectivités du périmètre PETR dans leur maîtrise d'ouvrage et peut assurer un service d'assistance technique.

Conformément aux dispositions des articles L. 5741-1, L.5711-1 et L. 5211-56 du CGCT, le PETR pourra, de manière ponctuelle, dans le cadre d'une convention et dans le respect des règles de la commande publique, réaliser pour le compte d'une collectivité, d'un autre EPCI ou d'un syndicat mixte des prestations de services, ou, le cas échéant, des opérations d'investissement, dans les conditions prévues par l'article L. 5211-56 du CGCT, et, le cas échéant, des dispositions de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985.

Article 9 : Mise en œuvre de mécanismes de mutualisation

En application de l'article L. 5741-2 III du CGCT, le PETR et les EPCI qui le composent pourront se doter de services unifiés dans les conditions prévues aux articles L. 5111-1-1 et R. 5111-1 du CGCT.

De même, le PETR pourra également, dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, mettre en œuvre tout outil ou mécanisme de mutualisation qui lui serait applicable.

Le rapport annuel sur l'exécution du Projet de territoire élaboré par le PETR, comporte un volet portant sur l'intégration fonctionnelle et les perspectives de mutualisation entre les EPCI FP qui en sont membres.

Article 10 : Missions et moyens de mise en œuvre

Les modalités de mise en œuvre des compétences (maîtrise d'ouvrage, gestion des biens, etc.) seront spécifiées dans la convention territoriale (cf. : article 5-3).



TITRE III : ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT INTERNE

Les règles de vote et de gestion qui se rapportent au socle optionnel obéissent aux règles de l'article L. 5212-16 du CGCT.

Article 11 : Le Comité syndical

Le PETR est administré par un Comité syndical, qui en constitue l'organe délibérant.

Article 11-1 : Composition

En vertu de l'article L. 5741-1 II § 2 du CGCT, la répartition des sièges du Comité syndical entre Communautés de communes membres tient compte du poids démographique de chacun des membres et chacun d'eux dispose au moins d'un siège. Aucune des Communautés de communes membres ne peut disposer de plus de la moitié des sièges.

Le PETR est administré par un Conseil syndical composé des délégués élus par les Communautés de communes membres. Chaque Communauté de communes dispose d'un délégué titulaire par tranche inférieure de 2 000 habitants (population DGF).

Le Comité syndical est composé de 24 sièges. En l'absence du délégué titulaire, le délégué suppléant, dûment convoqué dans les formes et délais prévus par la loi, a voix délibérative. Il pourra toutefois accompagner, sans voix délibérative, le délégué titulaire, lorsque celui-ci est présent.

Chaque titulaire aura un suppléant.

Il est ainsi réparti les sièges au sein du Comité syndical du Pôle :

	Nombres de titulaires	Nombre de suppléants
<i>Communauté de communes Auberive, Vingeanne, Montsaugonnais</i>	4	4
<i>Communauté de communes du Grand Langres</i>	11	11
<i>Communauté de communes des Savoir-Faire</i>	9	9
TOTAL	24	24

Les délégués sont élus dans les conditions fixées par le CGCT, notamment en ses articles L. 5211-7, L. 5211-8 et L. 5212-6 et suivants et L. 5711-1.

En sus des délégués titulaires du Comité syndical, ce dernier invite, en qualité de membres consultatifs, non désignés par les collectivités adhérentes, et sans voix délibérative, des personnes morales ou physiques considérées comme partenaires ou expertes pour le PETR. Ces membres associés sont : le(s) représentants du Conseil départemental, du Conseil régional, ainsi que le(s) représentant(s) du Conseil de développement territorial du PETR.

Hormis les cas de démission, décès ou remplacement, la durée du mandat de délégué titulaire et de suppléant au sein du Comité syndical est celle des conseillers communautaires et des conseillers municipaux.

Article 11-2 : Fonctionnement

Le Comité syndical se réunit au moins une fois par trimestre sur convocation de son Président, dans les conditions prévues par l'article L. 5211-11 du CGCT.

Les convocations sont envoyées dans les formes et délais prescrits par la loi, notamment par les articles L. 2121-9 et suivants du CGCT.

En application de l'article L. 5741-1 IV du CGCT, le Comité syndical consulte le Conseil de développement territorial sur les principales orientations du PETR.

En application de l'article L. 5741-1 IV du CGCT, le rapport annuel d'activités, établi par le Conseil de développement territorial, fait l'objet d'un débat devant le Comité syndical du Pôle.

Article 12 : Le Bureau

Le fonctionnement du Bureau est régi par les articles L. 5741-1, L. 5711-1 et L. 5211-10 du CGCT.



Article 13 : Le Président

Le Président est l'organe exécutif du PETR.

Il prépare et exécute les délibérations du Comité syndical. Il est l'ordonnateur des dépenses et il prescrit l'exécution des recettes du PETR. Il est le chef des services du PETR et représente ce dernier en justice.

Il est seul chargé de l'administration, mais il peut déléguer par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, l'exercice d'une partie de ses fonctions aux vice-présidents et, en l'absence ou en cas d'empêchement de ces derniers ou dès lors que ceux-ci sont tous titulaires d'une délégation, à d'autres membres du bureau.

Article 14 : Le Conseil de développement territorial

Conformément à l'article L. 5741-1 du CGCT, le Conseil de développement territorial du PETR réunit les représentants des acteurs économiques, sociaux, culturels, éducatifs, scientifiques et associatifs du territoire.

Il est consulté, sur les orientations du PETR, lors de l'élaboration, la modification et la révision du projet de territoire, et peut donner son avis ou être consulté sur toute question d'intérêt territorial.

Le rapport annuel d'activité établi par le Conseil de développement territorial fait l'objet d'un débat devant le Comité syndical du PETR.

Sur décision du Président, le Conseil de développement territorial est associé aux travaux du Comité syndical et du Bureau pour avis. Il est membre associé ayant une voix consultative.

Pour compléter les modalités de fonctionnement du Conseil de développement territorial, un règlement intérieur sera établi.

Article 15 : La Conférence des Maires

En application de l'article L. 5741-1 III du CGCT, la Conférence des Maires réunit les maires des communes du PETR ou les conseillers municipaux désignés.

Elle se réunit au moins une fois par an et est consultée pour l'élaboration, la modification et la révision du projet de territoire. Le rapport annuel lui est adressé chaque année.

Article 16 : Le Comité des ambassadeurs de la mobilité

Le Comité des ambassadeurs de la mobilité réunit les maires des communes du PETR ou les conseillers municipaux désignés.

Il se réunit au moins une fois par an. Il a un rôle consultatif. Il donne un avis pour l'élaboration, la modification et la révision du projet territorial de mobilité. Le rapport annuel lui est adressé chaque année.

TITRE IV : DISPOSITIONS FINANCIÈRES ET DISPOSITIONS DIVERSES

Article 17 : Budget du PETR

Le budget du PETR pourvoit aux dépenses d'investissement et de fonctionnement nécessaires à la réalisation des missions et compétences pour lesquelles il est institué.

Par ailleurs, le principe de solidarité financière s'applique en fonction de l'adhésion des Communautés de communes pour chaque niveau de compétences (compétences obligatoires, compétences à la carte).

Conformément aux articles L. 5741-1, L. 5711-1 et L. 5212-22 du CGCT, copies du budget et des comptes du PETR sont adressées chaque année aux organes délibérants de ses membres.



Article 18 : Ressources du PETR

Conformément aux articles L. 5741-1, L. 5711-1, L. 5212-19 et L. 5212-20 du CGCT, les recettes du budget du PETR comprennent :

- 1° - La contribution des membres du PETR : la clé de répartition des contributions budgétaires entre les membres du Syndicat est fixée en fonction de la population DGF et des prises de compétences à la carte des Communautés de communes pour les budgets de fonctionnement et d'investissement,
- 2° - Les sommes qu'il reçoit des prestations de services facturées aux collectivités du périmètre ;
- 3° - Le revenu des biens, meubles ou immeubles, du PETR ;
- 4° - Les sommes qu'il reçoit des administrations publiques, des associations, des particuliers, en échange d'un service rendu ;
- 5° - Les subventions de l'Union européenne, de l'Etat, de la région, du département et des communes ;
- 6° - Les produits des dons et legs ;
- 7° - Le produit des taxes, redevances et contributions correspondant aux services assurés ou aux investissements réalisés ;
- 8° - Le produit des emprunts ;
- 9° - le produit du versement mobilité mis en œuvre sur le territoire ;
- 10° - toute autre recette que le PETR pourrait percevoir conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Article 19 : Admission et retrait des membres, modifications statutaires

En application des articles L. 5741-1 et L. 5711-1 du CGCT, l'admission de nouveaux membres, le retrait de l'un d'entre eux, la modification des compétences, ou toute modification aux présents statuts est opérée dans le respect des procédures prévues à cet effet par le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment par les articles L. 5211-18, L. 5211-19, L. 5211-17 et L. 5211-20 du CGCT, ainsi que par l'article L.5211-25-1 relatif aux conséquences d'un retrait de compétences sur la situation des biens.

Article 20 : Dissolution du PETR

En application des articles L. 5741-1 et L. 5711-1 du CGCT, la dissolution du PETR est opérée dans les conditions fixées par les articles L. 5212-33, L. 5212-34, L. 5211-25-1 et L. 5211-26 du CGCT.

Article 21 : Autres règles de fonctionnement

Pour tout ce qui n'est pas prévu par les présents statuts, il sera fait application des dispositions du CGCT.

L'organisation interne du PETR est précisée dans son règlement intérieur, adopté conformément aux articles L. 5741-1, L. 5711-1 et L. 2121-8 du CGCT.



ANNEXE 1 : Arborescence du PROJET DE TERRITOIRE 2014-2024, validée le 3 octobre 2016
Une ambition: OSONS LE PAYS DE LANGRES
INNOVONS POUR UN TERRITOIRE DURABLE ET SUSCITONS L'ENVIE

4 Orientations - 8 Objectifs généraux - 23 Plans d'actions

ORIENTATION 1: OSONS NOS ATOUTS LOCAUX	
Objectifs généraux	Plans d'actions
Renforcer l'activité touristique	<p>Mettre en œuvre le schéma de développement touristique à l'échelle des six Communautés de communes</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Faire du Pays de Langres, un territoire d'étape par excellence</i> - <i>Proposer à l'échelle du Pays de Langres, une offre patrimoniale génératrice de séjours</i> - <i>Développer le tourisme de savoir-faire et valoriser les produits locaux auprès des touristes</i>
	<p>Obtenir et mettre en œuvre le Label Pays d'art et d'histoire</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Obtenir le label Pays d'Art et d'Histoire, après 30 ans de reconnaissance de la Ville de Langres, comme Ville d'art et d'histoire</i> - <i>Créer un service d'animation de l'architecture et du patrimoine en lien avec la ville de Langres</i> - <i>Développer un Centre d'interprétation de l'architecture et du patrimoine (CIAP)</i> - <i>Sensibiliser les publics à l'architecture, au patrimoine et au paysage</i> - <i>Valoriser la dimension patrimoniale des paysages par ses spécificités et ses identités en lien avec les thèmes retenus par le label</i>
	<p>Mettre en place un programme d'animations culturelles autour de thèmes fédérateurs pour les 6 communautés de communes</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Encourager les Communautés de communes à travailler autour de thèmes fédérateurs</i> - <i>Mettre en réseau les lieux et les événements générateurs d'attractivités et de notoriété</i> - <i>Faire s'intéresser les publics au patrimoine local</i>
Favoriser le développement économique	<p>Faire travailler les entreprises ensemble et créer le lien avec les élus et le territoire</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Renforcer l'accompagnement des TPE en matière RH via un service RH territorialisé</i> - <i>Susciter des pratiques partagées entre employeurs et acteurs de l'emploi, de l'économie et de la formation pour une meilleure insertion professionnelle</i> - <i>Favoriser la responsabilité sociétale des acteurs</i>
	<p>Travailler à l'émergence de projets d'activités économiques</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Créer un environnement favorable à l'émergence d'activités</i> - <i>Créer un environnement favorable au maintien d'activités</i> - <i>Travailler avec les chefs d'entreprises sur leur stratégie d'entreprise et leurs projets d'activités</i> - <i>Favoriser l'accueil d'étudiants sur le territoire pour faire émerger des projets d'activités</i>

	Développer des activités à partir des ressources locales <ul style="list-style-type: none"> - Développer un pôle démantèlement-recyclage - Développer les métiers d'art / savoir-faire artisanaux et l'utilisation des matières premières locales : Pierre - Bois - Osier - Végétal - Favoriser la réhabilitation du patrimoine bâti par un développement de l'économie du bâtiment et la prise en compte des questions énergétiques - Développer l'agriculture locale en favorisant les circuits-courts et ainsi une alimentation locale - Favoriser toutes actions en lien avec la ressource en eau
	Soutenir le développement de l'artisanat et du commerce <ul style="list-style-type: none"> - Aménager un territoire favorable au commerce de centre-ville / centre-bourg - Favoriser l'attractivité des commerces - Mener des opérations collectives de restructuration de l'artisanat et du commerce - Favoriser la transmission – reprise d'entreprises

Objectif général commun aux orientations 1 et 2	Plans d'actions
Travailler à un aménagement durable du territoire	Travailler à un aménagement cohérent du territoire <ul style="list-style-type: none"> - Déployer une politique cohérente d'aménagement du territoire, à différentes échelles - Inciter à un urbanisme harmonieux dans les villes et villages
	Développer des actions de sensibilisation et d'informations à l'environnement

ORIENTATION 2: MISON SUR L'EQUILIBRE ET LA PROXIMITE DE NOS POLES DE VIE	
Objectifs généraux	Plans d'actions
Maintenir et développer les services à la population	Développer le réseau des maisons de services au public <ul style="list-style-type: none"> - Coordonner le réseau à l'échelle du PETR pour faire des Maisons de services de véritables portes d'entrée du territoire - Avoir une vision globale de l'offre de services (mieux identifier le qui fait quoi ?)
	Améliorer l'offre de soins <ul style="list-style-type: none"> - Organiser les liaisons et le partenariat entre les médecins généralistes et professionnels de santé - Organiser les parcours de soins - Définir une politique locale de santé à travers un Contrat Local de Santé
	Développer l'offre de mobilité interne <ul style="list-style-type: none"> - Renforcer et développer le service de transport à la demande (TAD) - Renforcer et développer les mobilités douces - Développer le covoiturage - Développer l'inter-modalité



	Organiser les mobilités vers l'extérieur <ul style="list-style-type: none"> - Développer une offre de déplacement vers les agglomérations voisines - Préserver les nœuds et les liaisons ferroviaires stratégiques
	Favoriser la réhabilitation durable de l'habitat <ul style="list-style-type: none"> - Favoriser le maintien à domicile et rompre l'isolement des personnes âgées - Proposer une offre locative attractive et accessible - Mieux connaître les besoins en logement
Développer et dynamiser le tissu associatif (secteurs culturel, sportif, services)	Soutenir les actions innovantes des associations <ul style="list-style-type: none"> - Créer un office territorial des associations : lieu favorisant les coopérations et les échanges entre associations - Rendre accessible au plus grand nombre les activités culturelles et sportives dans un esprit de diversité. - Construire des projets originaux
	Clarifier les compétences entre Communes et Communautés de communes <ul style="list-style-type: none"> - Passer d'une logique communale à une logique communautaire - Mener une politique tarifaire à l'échelle des six Communautés de communes

ORIENTATION 3: OUVRONS LE PAYS DE LANGRES VERS L'EXTERIEUR

Objectifs généraux	Plans d'actions
Développer la coopération avec d'autres territoires	Développer une coopération de proximité et créer des synergies avec d'autres territoires de projets (<i>Parc National de Forêts</i>)
	Créer des liens et des relations avec les pays transfrontaliers autour d'enjeux communs (<i>projets de coopération dans le cadre de la grande Région</i>)
Mener une stratégie de communication	Organiser un service "accueil" <ul style="list-style-type: none"> - Développer l'accueil humain - Développer le service "accueil"
	Elaborer et mettre en œuvre une communication territoriale <ul style="list-style-type: none"> - Définir l'image du territoire - Articuler la communication des six Communautés de communes à l'échelle du territoire dans un objectif de mutualisation des moyens
	Développer les services et les usages numériques

ORIENTATION 4: FAVORISONS LA COOPERATION ENTRE LES COMMUNAUTES DE COMMUNES

Objectifs généraux	Plans d'actions
Mettre en place une gouvernance territoriale	Mutualiser les ressources humaines, les compétences entre acteurs publics (<i>compétences...</i>)
	Conduire une démarche d'évaluation en continue des politiques publiques (<i>CDL/CDT...</i>)



ANNEXE 2 : Arborescence du schéma d'aménagement et de développement touristique du pays de Langres
2014-2024,
validé le
mars 2018

FICHES ACTIONS		
19	AXE 1 - Conforter le Pays comme une étape incontournable	
	Schéma de signalisation routière	11 2014
	Promotion du territoire depuis les axes autoroutiers	13 2017
	Schéma de stationnement et de jalonnement	15 2014
	Accueil et liaisons depuis la gare de Langres	17 2014
	Reconfiguration des espaces d'accueil des Offices du tourisme	18 2014-2017
	Dispositif d'interprétation de la Source de la Meuse	21 2017
	Faisabilité véloroute Source de la Meuse à Auberive via Langres et voie verte	25 2017
	Qualification des hébergements et l'accueil « étape »	26 2014
	Finalisation d'équipements d'accueil sur les lacs	28 2014
	Démarches d'animation de Langres après 18h	29 2014
	Prestations sur des formats courts pour l'étape	31 2014
	Planning de disponibilité des hébergements	33 2014
	Adaptation des outils d'information et de promotion au positionnement étape	35 2014
	Démarche de gestion de la relation des clients	37 2014
	AXE 2 - Proposer une offre patrimoniale génératrice de séjours	
	Plan d'interprétation global du patrimoine	40 2014
	Revisite du principe de "Routes touristiques" via des outils virtuels	43 2014
	Dispositif de mise en réseau des sites patrimoniaux du pays de Langres	45 2017
	Concept "Country strip" à et autour de Bourbonne-les-Bains	47 2017
	Positionnement et faisabilité du projet Vannerie	49 2017
	Espace de valorisation touristique à Bourbonne les Bains	51 2017
	Restauration éphémère à Langres	53 2014
	Démarche communautaire autour du patrimoine	55 2014
	Commercialisation de séjours patrimoine	57 2014
	Faire connaître le positionnement du territoire	60 2014
	Zoom : Organisation de la Destination	
	Création d'un Office de Tourisme de territoire	62 2017

Vu pour être annexé à l'arrêté
préfectoral n° 52-2021-12-00163
du 23 DEC. 2021

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général par intérim,
La Sous-Préfète de Langres

Emmanuelle JUAN-KEUNEBROEK